

La VG préoccupée par l'achat d'un hôtel transformé en établissement de soins de santé

L'achat par le gouvernement d'un hôtel non terminé en vue de sa conversion en un établissement de soins de transition a abouti à des retards du projet, à des augmentations des coûts et à une réduction de la capacité de prestation des services en raison de contraintes de conception imprévues, révèle un nouveau rapport de la vérificatrice générale de la Nouvelle-Écosse.

Le gouvernement provincial a déboursé 34,5 millions de dollars pour acquérir l'hôtel Hogan Court dans le cadre d'une entente d'achat inhabituelle avec un promoteur et il a rapidement approuvé un budget de rénovation de 15 millions de dollars sans devis détaillé.

Le processus a omis d'inclure une évaluation du marché adéquate, une évaluation de l'état de l'immeuble et une évaluation des rénovations qui convenait, et il a reposé sur un rapport d'évaluation qui supposait que la propriété achetée était terminée, explique la vérificatrice générale Kim Adair.

« Nous reconnaissons bien sûr les difficultés et les pressions marquées auxquelles est confronté notre système de soins de santé, mais la façon dont nous abordons ces difficultés ne devrait pas encourager une culture priorisant l'opportunisme au détriment d'une diligence appropriée et de l'optimisation des ressources, » fait-elle observer.

La vérificatrice générale a lancé une enquête après avoir reçu plusieurs demandes d'audit sur l'utilisation de fonds publics pour l'acquisition et la conversion de la propriété de la cour Hogan à Bedford.

Le gouvernement juge prioritaire l'investissement de fonds dans les services de santé à l'échelle de la province. Le budget de 2023-2024 prévoyait consacrer un montant estimatif de 6,5 milliards de dollars aux soins de santé, soit près de la moitié du budget provincial total, et son plan d'immobilisations prévoit un investissement de 532 millions de dollars pour faire progresser les projets du domaine de la santé.

« Vu l'importance de tels investissements, il est primordial que les projets fassent l'objet de diligence raisonnable et visent une optimisation des ressources, » poursuit-elle.

Le rapport de la vérificatrice générale fait en outre état d'une enquête élargie sur les établissements de soins de transition provinciaux – un palier inférieur de soin entre les hôpitaux et le foyer, ou d'un milieu de soins donné à un autre – notamment sur la construction d'un nouvel établissement près du lac Bayers.

Le rapport révèle qu'une part d'environ 81 millions de dollars de contrats d'aménagement d'établissements de soins de transition sans appel d'offres n'étaient pas conformes aux protocoles d'approvisionnement provinciaux.

Pour assurer une transparence accrue et une optimisation des ressources des projets futurs de construction et de rénovation, la vérificatrice générale formule six recommandations dans le rapport, notamment l'établissement de lignes de conduite officielles pour l'approbation de l'acquisition de biens-fonds et d'immeubles existants.

« Les constatations de l'audit illustrent la nécessité d'une politique régissant l'acquisition des biens réels, en particulier l'aménagement immobilier et le développement des immobilisations. »